

**NEGOCIATIONS COMMERCIALES
MULTILATERALES
NEGOCIATIONS D'URUGUAY**

RESTRICTED
MTN.TNC/W/78/Add.1
12 février 1992
Distribution spéciale

Comité des négociations commerciales

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA ROUMANIE

**Offre conditionnelle préliminaire de la Roumanie concernant
les engagements initiaux sur le commerce des services**

Addendum

A la demande de la délégation permanente de la Roumanie, la communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les services.

Pour donner suite à son offre cadre (document MTN.TNC/W/78 du 3 mai 1991), la Roumanie communique la présente offre détaillée d'engagements initiaux spécifiques concernant les secteurs et sous-secteurs des services.

Cette offre reflète le fait que la Roumanie est à la fois un pays en développement et un pays en transition vers l'économie de marché.

Elle se fonde sur la législation actuellement en vigueur. Elle implique un engagement en ce qui concerne un certain nombre de secteurs ou de sous-secteurs du commerce des services qui sont visés par les négociations de l'Uruguay Round.

La Roumanie se réserve le droit de modifier, de compléter, de réduire ou de retirer cette offre à tout moment jusqu'à la conclusion des négociations de l'Uruguay Round, en fonction des éléments suivants:

- les résultats des négociations sur les services dans le cadre de l'Uruguay Round;
- les offres faites par les autres parties qui présentent une importance particulière pour la Roumanie;
- la poursuite du processus de mise en place d'un cadre juridique uniforme pour la transition vers l'économie de marché.

La Roumanie se réserve en outre le droit d'apporter à cette offre des modifications techniques et d'en corriger les éventuelles erreurs, omissions ou inexactitudes.

La présente offre implique que les fournisseurs étrangers de services doivent observer la législation et la réglementation roumaines dans le domaine des services.

Cette offre ne modifiera en rien les droits de la Roumanie s'agissant de la possibilité d'adopter les mesures qu'exigent la sécurité et le développement du pays.

Elle se compose de deux parties:

- **Partie I:** Mesures horizontales, applicables à tous les secteurs visés par la présente offre;
- **Partie II:** Annexes sectorielles concernant des engagements spécifiques relatifs au commerce des services.*

Les restrictions et réserves applicables en matière d'"accès aux marchés" et de "traitement national" sont indiquées en regard des quatre modes de fourniture de services, qui sont définis comme suit:

Commerce transfrontières:	services pouvant faire l'objet d'un commerce international au sens strict, c'est-à-dire sans mouvement de capitaux ni de main-d'œuvre;
Mouvement des consommateurs:	consommation de services à l'étranger;
Présence commerciale:	fourniture d'un service par une entreprise prestataire de services d'un pays à partir d'un établissement situé sur le territoire d'un autre pays;
Mouvements de personnel:	fourniture de services par des personnes physiques ressortissantes d'un pays sur le territoire d'un autre pays, que ce soit à partir d'un établissement local ou non.

PARTIE I - MESURES HORIZONTALES

1. Services transfrontières

Le commerce de services assimilable au commerce international de marchandises obéit aux mêmes règles. L'importation sur le territoire douanier de la Roumanie est libéralisée, puisqu'elle est assujettie à des licences automatiques. Pour des raisons particulières (restrictions quantitatives temporaires ou surtaxes douanières appliquées pour des raisons de balance des paiements, mesures de sauvegarde, protection de la moralité publique, de la santé et de la vie des personnes ou de l'environnement et de la sécurité nationale), certains biens peuvent être assujettis à des restrictions ou à des mesures de surveillance.

*Anglais seulement.

Actuellement, conformément à l'article XVI des statuts du FMI, l'importation de services, comme celle de marchandises, est assujettie à des restrictions de change temporaires en rapport avec la situation des paiements extérieurs et autres transferts.

2. Mouvements de consommateurs

Les consommateurs roumains peuvent librement se rendre à l'étranger pour y acheter des services. A l'heure actuelle, la possibilité d'acheter des services à l'étranger est limitée en raison de restrictions temporaires visant les paiements en devises.

3. Présence commerciale

Les investissements étrangers ainsi que la réglementation relative à la représentation d'entreprises étrangères en Roumanie ont été libéralisés. Dans le processus de privatisation, les personnes morales et physiques étrangères ont le droit d'acheter les actifs d'entreprises commerciales roumaines.

La Loi n° 35 de 1991 définit les principes et les règles applicables aux prises de participations étrangères, y compris en ce qui concerne les garanties et facilités offertes aux investisseurs étrangers, ainsi que le droit d'utiliser librement les bénéfices réalisés et de les transférer à l'étranger.

a) Dispositions générales

- Les investisseurs étrangers ont le droit de constituer des sociétés, des filiales et des succursales en Roumanie, soit en association avec des personnes physiques ou morales roumaines, soit sans participation locale; de prendre des participations dans le capital social d'entreprises roumaines existantes; d'acquérir des droits de propriété sur des biens meubles et immeubles (sauf les terres et les habitations)*; d'obtenir la concession, la location ou la gérance d'entreprises d'Etat autonomes, de services publics ou de sous-unités de production;
- Les investisseurs étrangers ont la possibilité d'investir dans tous les secteurs de l'industrie, de la prospection et de l'exploitation des ressources naturelles, de l'agriculture, des infrastructures et moyens de communication, des travaux civils et de l'ingénierie, de la recherche scientifique et du développement technologique, du commerce, des transports, du tourisme, des services bancaires et d'assurance et autres services, à condition de respecter la

*Une société créée en Roumanie par un investisseur étranger a le droit d'acquérir un titre de propriété foncière en sa qualité de personne morale roumaine.

réglementation appliquée pour protéger l'environnement, la sécurité nationale et la défense du territoire roumain et l'ordre, la santé et la moralité publics.

b) Transfert des bénéfices

- Les investisseurs étrangers sont en droit de rapatrier tous les bénéfices réalisés en devises convertibles ou en lei (au taux de change en vigueur), après avoir acquitté les taxes et impôts y afférents.

c) Garanties

- Les biens d'investisseurs étrangers en Roumanie ne peuvent pas être nationalisés, réquisitionnés ou assujettis à d'autres mesures d'effets similaires, sauf pour des raisons d'intérêt général et à condition que soient respectées les procédures juridiques définies par la loi et que soit versé un dédommagement équitable;
- Les investisseurs étrangers peuvent transférer à l'étranger le produit, en devises convertibles, de la vente totale ou partielle d'actions, de parts, d'obligations et autres titres ainsi que de la liquidation d'investissements.

d) Mesures initiatives

Les investisseurs étrangers bénéficient d'avantages fiscaux par rapport aux agents économiques roumains:

- Les machines, biens d'équipement, moyens de transport et autres actifs apportés en participation par un investisseur étranger sont exemptés de droits d'importation;
- Les matières premières, fournitures et composants importés à des fins de production sont exemptés de droits de douane pendant les deux premières années d'activité à compter de la date de mise en service du projet;
- Les bénéfices sont exemptés de l'impôt sur les bénéfices pendant une période de deux à cinq ans, selon le secteur ou sous-secteur considéré;
- Un abattement de 50 pour cent est accordé sur l'impôt sur les bénéfices réinvestis dans des entreprises créées en Roumanie lorsqu'elles développent et améliorent des activités exportatrices ou créent au moins 50 emplois.

e) Autorisation des investissements étrangers

- Lorsqu'un investisseur étranger veut investir en Roumanie, il doit déposer une demande auprès de l'Agence roumaine du développement. Celle-ci répondra dans les 30 jours suivant

l'enregistrement de la demande. Au cas où l'investisseur étranger ne recevrait aucune communication dans ce délai, la demande sera réputée approuvée;

- Le statut juridique d'un investisseur étranger en Roumanie est attesté par une "Attestation d'investisseur", délivrée par l'Agence roumaine de développement, que l'investisseur étranger peut présenter aux autorités roumaines pour faire valoir ses droits.

* * *

La Loi n° 58/1991 sur la privatisation des entreprises commerciales dispose que le capital social et les actifs des sociétés commerciales peuvent être vendus à des personnes physiques ou morales, roumaines ou étrangères. Par conséquent, les investisseurs étrangers ont le droit d'acheter des actifs ou des parts d'entreprises commerciales.

* * *

En vertu du Décret-loi n° 122/1990, les sociétés ou entités économiques étrangères peuvent se faire représenter en Roumanie par des personnes morales ou physiques, sur la base d'une autorisation délivrée par le Ministère du commerce et du tourisme.

4. Mouvements de personnel

L'entrée et la résidence temporaire de ressortissants étrangers fournisseurs de services en Roumanie sont assujetties à la législation et à la réglementation roumaine en matière d'immigration ainsi qu'à la législation du travail.

En vertu de la législation roumaine, les personnes physiques étrangères peuvent être employées par des sociétés, instituts et autres entités économiques étrangères, ainsi que pour représenter des entreprises commerciales étrangères. Conformément à l'article 32 de la Loi sur les investissements étrangers, le personnel étranger nécessaire pour l'exploitation d'un établissement d'entreprise étrangère sera défini sur la base d'un accord entre les parties contractantes ou par l'investisseur étranger, selon le cas; ce personnel ne pourra occuper que des fonctions d'encaissement ou des emplois hautement qualifiés.

En vertu de la Constitution roumaine, la fonction publique, civile ou militaire, est réservée aux citoyens de nationalité roumaine qui ont leur résidence permanente en Roumanie.

L'emploi de ressortissants étrangers est subordonné à l'obtention d'un permis de travail délivré par le Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Les personnes physiques étrangères qui créent une société ou participent à la création d'une société en Roumanie sont exemptées de cette obligation. Elles peuvent séjourner et travailler en Roumanie sur la foi de l'attestation d'investisseur.

PART II - SECTORAL ANNEXES OF SPECIFIC COMMITMENTS IN SERVICES TRADE

- a. Cross-border trade
 - b. Movement of consumers
 - c. Commercial presence
 - d. Movement of personnel
-

SECTOR/SUB-SECTOR	MODE OF DELIVERY	LIMITATIONS AND CONDITIONS ON MARKET ACCESS	CONDITIONS AND QUALIFICATIONS ON NATIONAL TREATMENT
1	2	3	4
1. Legal Services			
a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations	.
b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations	
c)	Legal advice activity permitted only to Romanian lawyers (avocats)	No limitations other than indicated in market access	
d)	Unbound	Unbound	

1

2

3

4

2. Informatic Services

2.1 Consultancy services related to the installation of computer hardware	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
2.2 Software development services	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
2.3 Software implementation services	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
2.4 Data processing services	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations

1	2	3	4
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
2.5 Database services	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
2.6 Other informatic services	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound

1	2	3	4
3. Communication services			
3.1 Telecommunications value-added services(*)	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than: - indicated in Part I, paragraph 3; - registrations of the operators with the Ministry of Communications; - type authorization for the equipments connected at public services from the Ministry of Communications	No limitations
	d)	Unbound	Unbound

(*) Excludes voice telephony, telegraph and telex.

1	2	3	4
4. Architectural engineering and construction services	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound

1	2	3	4
5. Distribution services			
5.1 Retail services	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than: - indicated in Part I, paragraph 3; - request of authorization from the Ministry of Trade and Tourism	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
<hr/>			
5.2 Wholesale services	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than: - indicated in Part I, paragraph 3; - request of authorization from the Ministry of Trade and Tourism	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
<hr/>			

1	2	3	4
6. Environmental services	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound

1

2

3

4

Financial Services

7. Insurance and insurance-related services

7.1 Direct life, accidents and health insurance

- | | | |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| a) | Unbound | Unbound |
| b) | Unbound | Unbound |
| c) | No limitations other than:
- indicated in Part I, paragraph 3;
- request of initial approval of the Surveillance Office for Insurance and Reinsurance Activity from the Ministry of the Economy and Finance, for Romanian and foreign investors;
- establishment of companies with foreign participation allowed only in association with Romanian legal persons | No limitations |
| d) | Unbound | Unbound |

7.2 Direct insurance (other than life, accidents and life insurance)

- | | | |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| a) | Unbound | Unbound |
| b) | Unbound | Unbound |
| c) | No limitations other than:
- indicated in Part I, paragraph 1;
- request of initial approval of the Surveillance Office for Insurance and Reinsurance Activity from the Ministry of the Economy and Finance, for Romanian and foreign investors;
- establishment of companies with foreign participation allowed only in association with Romanian legal persons | No limitations |
| d) | Unbound | Unbound |

1	2	3	4
7.3 Reinsurance services			
	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1;	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than: - indicated in Part I, paragraph 3; - request of initial approval of the Surveillance Office for Insurance and Reinsurance Activity from the Ministry of the Economy and Finance, for Romanian and foreign investors; - establishment of companies with foreign participation allowed only in association with Romanian legal persons	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
8. Banking and other financial services			
(excluding insurance)	a)	No limitations other than: - indicated in part I, paragraph 1; - opening of accounts and utilization of foreign currency resources abroad by natural and legal Romanian persons allowed only with prior permission of the Romanian National Bank	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations

1	2	3	4
	c)	No limitations other than: - indicated in Part I, paragraph 3; - banking companies - Romanian legal persons can be founded only with prior authorization from the National Romanian Bank; - practicing of banking profession and related request approval from the National Romanian Bank	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
9. Health related services			
9.1 Doctors and dentists	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	Unbound	Unbound
	d)	Unbound	Unbound
9.2 Medical assistants	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	Unbound	Unbound
	d)	Unbound	Unbound

1	2	3	4
10. Tourism and travel-related services (*)			
a)	Not applicable	Not applicable	
b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations	
c)	No limitations other than: - indicated in Part I, paragraph 3; - avization from the Ministry of Trade and Tourism; - in the recreational services (casino type) foreign participation to the capital is limited to 49 percent	No limitations	
d)	Unbound	Unbound	

(*) Including hotels and restaurants, travel agencies and tour operators, recreational and cultural activities (museums, monuments and natural reservations).

1	2	3	4
11. Maritime Transport Services			
11.1 Passenger transport	a) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1. Cabotage allowed with special authorization	No limitations	No limitations
	b) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations	No limitations
	c) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations	No limitations
	d) Unbound	Unbound	Unbound
11.2 Freight transport	a) No limitations other than: - indicated in Part I, paragraph 1. - stipulated in the Code of Regulation regarding Maritime Conferences and bilateral agreements. Cabotage permitted only with special authorization	No limitations other than indicated in market access	No limitations other than indicated in market access
	b) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations	No limitations
	c) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations	No limitations
	d) Unbound	Unbound	Unbound
11.3 Rental of vessels with crew	a) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations	No limitations
	b) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations	No limitations
	c) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations	No limitations
	d) Unbound	Unbound	Unbound

1	2	3	4
11.4 Maintenance and repairs	a) Not applicable b) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2 c) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3 d) Unbound	Not applicable No limitations No limitations Unbound	Not applicable No limitations No limitations Unbound
11.5 Push-boat services	a) Request of authorization from the Ministry of Transport b) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2 c) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3 d) Unbound	Request of authorization from the Ministry of Transport No limitations No limitations Unbound	No limitations No limitations No limitations Unbound
11.6 Auxiliary services	a) Request of authorization from the Ministry of Transport b) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2 c) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3 d) Unbound	Request of authorization from the Ministry of Transport No limitations No limitations Unbound	No limitations No limitations No limitations Unbound
12. Internal waters transport service			
12.1 Passenger transport	a) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1. Cabotage permitted with special authorization b) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations No limitations	No limitations No limitations

1	2	3	4
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3 Cabotage with foreign ships permitted with special authorization	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
12.2 Freight transport	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1. Cabotage permitted with special authorization	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
12.3 Rental vessels with crew	a)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1.	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
12.4 Maintenance and repairs	a)	Not applicable	Not applicable
	b,	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound

1	2	3	4
12.5 Push-boat services	a)	Request of authorization from the Ministry of Transport	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
12.6 Auxiliary services	a)	Request of authorization from the Ministry of Transport	No limitations
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
13. Auxiliary harbour services			
13.1 Cargo handling maritime services	a)	Not applicable	Not applicable
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound
13.2 Storage services	a)	Not applicable	Not applicable
	b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
	c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
	d)	Unbound	Unbound

1	2	3	4
13.3 Agency services	a) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 1	No limitations	No limitations
	b) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations	No limitations
	c) No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations	No limitations
	d) Unbound	Unbound	Unbound

14. Road transport services

a)	Road transportation of goods and passengers in Romania requests an authorization from the Ministry of Transport. Cabotage - not permitted	No limitations
b)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 2	No limitations
c)	No limitations other than indicated in Part I, paragraph 3	No limitations
d)	Unbound	Unbound